

Solidarités paysannes Nord Sud: coopération internationale et implications locales.

Une approche géographique des échanges d'expériences, des savoirs et pratiques des agriculteurs français et brésiliens.

Mots-clefs : agriculture familiale, solidarités Nord Sud, mouvements altermondialistes, participation sociale, citoyenneté, développement territorial, réseaux.

Alors que mes précédents travaux concernent des organisations professionnelles agricoles se voulant représentatives (ROPPA, Confédération paysanne¹), ceux que j'envisage pour la thèse s'intéressent plus précisément aux rencontres entre agriculteurs du Nord et du Sud, ainsi qu'à leurs retombées locales. C'est en effet dans le cadre des nouvelles idées et valeurs portées par les nouveaux mouvements sociaux [CASTELL, 1998], de type « altermondialiste », ainsi que par leur mise en œuvre locale que s'inscrit l'ensemble de mes recherches. Dans un débat plus général autour des démocraties locales, des modes de gouvernance, des rôles et places de la société civile, j'essaie de comprendre et d'analyser comment cette société est vécue par les agriculteurs à travers leurs pratiques, leur quotidien.

Le travail de master 1 sur la fondation de la Confédération Paysanne me renvoie aux questions de la place et du rôle de l'agriculture dans nos sociétés, et me conduit rapidement à intégrer la dimension des politiques publiques et de leur définition sur le plan international. Si le modèle d'Agriculture Paysanne défendu s'appuie en effet sur des dimensions écologiques, économiques, et socio-territoriales, il est indissociable d'une réflexion sur la mondialisation agro-alimentaire [DEVLIÉGHER, 2005]. C'est ce qui m'a conduit ensuite dans le cadre du Master 2 ESSOR à travailler sur la coordination des mouvements paysans au niveau sous-régional, en Afrique de l'Ouest, plus particulièrement sur le ROPPA et la souveraineté alimentaire [DEVLIÉGHER, 2006]. Au Nord comme au Sud, l'agriculture familiale, paysanne², est soumise à l'accélération de la mondialisation agro-alimentaire. Défendue par la mise en réseau inter- et trans-nationale des organisations paysannes, elle est valorisée par des

¹ ROPPA : réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest. Le ROPPA, en tant qu'organisation sous-régionale, articule 12 organisations faitières d'Afrique de l'Ouest. La Confédération Paysanne est un syndicat français fondé en 1987, moteur dans la fondation de la Via Campesina.

² Le terme d'agriculture familiale, paysanne fait ici référence aux petites productions, structures agricoles de petite taille, au nord et au sud, par opposition aux grandes exploitations agricoles en monoculture, de type capitalisé.

initiatives souvent socio-territoriales, comme le retour aux cultures vivrières ou à la vente directe.

C'est ce qui me conduit à porter mon attention sur les expériences de solidarité entre paysans du Nord et du Sud et plus spécifiquement, entre agriculteurs brésiliens et agriculteurs français.

1. Contexte de l'étude et questionnement

Que ce soit lors de l'enquête de terrain de 2005 et 2006 ou celle exploratoire de 2007, des expériences de solidarités entre agriculteurs du Nord et du Sud me conduisent à approfondir la question. Les enquêtes de 2005 et 2006 sont menées en Aveyron et révèlent un partenariat entre une association vétérinaire, issue du même mouvement socio-territorial [MARTIN, 2001] que la fondation de la Confédération Paysanne départementale, et une association vétérinaire sénégalaise. Ce partenariat, jumelage, se construit sur des principes affichés d'échange de paysan à paysan. C'est sur ces mêmes principes que se construit l'ALDIS (association locale de développement international et solidaire), sur les membres de laquelle porte l'enquête exploratoire de 2007. Dès 1984, ils interrogent en effet le modèle productiviste, importateur de soja à bas prix. La recherche de modes de production autonome ne doit pas par ricochet couper tout revenu aux producteurs de soja brésiliens. A partir de ce constat, des rencontres sont organisées entre importateurs et exportateurs de soja dans le cadre de l'ALDIS. Portées au départ par la relation vendeur/acheteur, ces rencontres s'institutionnalisent rapidement dans le cadre de missions de coopération internationale et se développent principalement en Amérique Latine (Nicaragua, Pérou, Cuba, Venezuela) et notamment dans les trois Etats du sud du Brésil. Il s'agit dans un premier temps de partages d'expériences, d'une réflexion collective, mais qui dans un second temps peuvent donner lieu à des initiatives locales. Ainsi, des expériences de tourisme rural sont lancées dans le Rio Grande Do Sul à partir d'exemples d' « accueil paysan³ » découverts en France.

1. Questionnement :

Comment, au Nord et au Sud, les agriculteurs en viennent à intégrer la dimension internationale ? Quelles connaissances, quelles expériences, quelles représentations ont-ils les uns des autres ? Comment sont-elles co-construites ?

³ L' « accueil paysan » est une forme de label hôtelier marquant les structures d'accueil en milieu rural et plus particulièrement à la ferme.

Qu'est-ce qui pousse, motive, un agriculteur à s'engager dans des dynamiques de solidarité/ développement international? De quel ordre sont leurs échanges ?

En quoi ces expériences modifient-elles leur rapport à l'espace local, au territoire de vie ? En quoi l'action de partenariat international est-elle significative des appartenances identitaires et des nouvelles territorialités ? Dans quels espaces d'engagement s'exprime leur citoyenneté ? Quel sens donner aux territoires concernés par cet engagement ? Quels liens y a-t-il entre les espaces de citoyenneté et l'expérience des rencontres internationales ? Comment sont-ils tissés par les participants au Nord comme au Sud et renforcent-ils le lien au territoire ?

2. Hypothèse

Du fait de leurs rencontres, de leurs échanges de savoirs et savoir-faire, les agriculteurs, au Nord comme au Sud, renforcent leur implication locale, en créant du territoire. Ces savoirs traditionnels et organisationnels sont retransmis autour d'eux et les innovations et initiatives qui en découlent les incitent à renforcer les circuits d'économie solidaire et l'agriculture familiale. Ces rencontres paysannes participent des mouvements paysans évoqués ci-dessus, de par la participation des acteurs à leurs réseaux, et de par la tentative de mise en œuvre du modèle d'agriculture prôné.

2. Démarche de recherche

Ainsi c'est à travers les expériences de solidarité paysanne entre agriculteurs français et brésiliens que je souhaite analyser les rapports entre coopération internationale et implications locales du point de vue des participants.

De ce fait, trois axes de recherche se dégagent de ce questionnement.

1. Solidarités et développement international : formes des échanges de savoirs et d'expériences entre paysans.

Face à l'accélération du processus de marchandisation du monde et aux théories occidentales du développement, il s'agit dans cet axe de recherche de comprendre les valeurs, idéologies qui animent les agriculteurs participants et de les mettre en perspective avec les valeurs de l'économie solidaire.

Dans un premier temps, les entretiens exploratoires réalisés avec les membres de l'ALDIS montrent qu'il s'agit principalement d'échanges d'expériences, de « savoir-faire », organisés dans le cadre de coopération internationale ou bien de missions d'ONG. Ils visent à

valoriser les formes d'agriculture familiale, les productions vivrières, ainsi que la diversification d'activités en milieu rural (tourisme, transformation). Les dynamiques recherchées par ces échanges de savoirs traditionnels et organisationnels sont donc socio-territoriales et économiques.

Economiques, puisque les biens échangés sont assimilés, réutilisés, et que l'échange se fait sur la base du volontariat et de l'initiative des agriculteurs. Or l'économie solidaire peut-être définie comme l'ensemble des activités contribuant à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens. Elle émane d'actions collectives visant à instaurer des régulations internationales et locales ; il s'agit de définir les modalités de couplage pour compléter la solidarité redistributive par une solidarité réciprocaire qui participe de la création de richesses [LAVILLE, CHANIAL].

En quoi ces échanges diffèrent-ils des pratiques de développement international mises en place par certaines institutions internationales ou nationales? Le fait que les agriculteurs soient à l'initiative des rencontres, et non les institutions, invite à revenir sur ce champ du développement et son histoire en Amérique Latine et au Brésil. En découle-t-il des formes d'échanges spécifiques, apparentés aux l'économie solidaire ?

Enfin, la démarche même des agriculteurs interroge les idéologies et valeurs sous-jacentes ; leurs pratiques font appel à des valeurs propres aux questions de solidarité, ainsi qu'à des relations de proximité et de confiance pour des pratiques d'insertion locale et de renforcement de la citoyenneté: valeurs chrétiennes pour certains, marxistes pour d'autres, l'enquête de terrain sur la construction de la Confédération paysanne révèle que le code de conduite individuel est « penser global, agir local ». Il s'agira donc de travailler sur ces valeurs propres aux individus, sur les idéologies de référence, mais qui ont évolué au cours de leurs expériences, de leurs parcours.

2. Evolution des modes de production/commercialisation et construction des territoires.

Il s'agit donc dans ce second axe de mettre d'étudier les liens entre modes de production et commercialisation et la construction des territoires.

Les solidarités entre agriculteurs français et agriculteurs brésiliens se construisent donc sur un autre mode de produire et de consommer. La réflexion sur « produire et commercialiser autrement » s'est donc faite à partir des différentes crises écologiques, sociales, morales et à partir de des réseaux locaux et nationaux des producteurs. En France, il s'agira de la

Confédération Paysanne, du Réseau Agriculture Durable, des CUMA⁴ ; au Brésil il s'agira du Mouvement des Travailleurs Sans-Terre, de la Commission Pastorale de la Terre, des assentamentos et ONG. Les questions d'autonomie de production et de circuits courts sont donc essentielles à prendre en compte dans leur parcours. A partir des échanges internationaux, il y a donc recomposition des réseaux sociaux et des territoires du quotidien [DI MEO, 1998].

Comment sont appropriés et réutilisés localement les biens échangés? La constitution en AMAP⁵ d'agriculteurs français, le passage à des circuits courts, par exemple, sont créateurs de liens sociaux et économiques. Le modèle viable d'agriculture familiale, de petite production peut alors être étudié comme une ressource patrimoniale, englobant les différents savoirs et expériences. L'exploitation et la valorisation de cette ressource est-elle productrice de territoire [PECQUEUR, 2004]? Quels édifices sociaux sont construits autour, favorisant l'amélioration des conditions de vie des uns et des autres. Peut-on parler des échanges internationaux comme facteur de développement territorial ?

En quoi les territoires se recomposent-ils en fonction de la ressource partagée ou défendue ? Que ce soit pour le partage des savoirs traditionnels ou pour la lutte pour l'accès à la terre, des groupes sociaux se forment, s'organisent et créent même temporairement, des espaces de vie. En quoi la participation à ces expériences contribue-t-elle à la formation d'identités collectives fondées sur le partage de ressources et de valeurs ?

3. Action Collective et Rapports Sociaux : entre engagement et participation sociale, comment ces agriculteurs construisent-ils leur citoyenneté ?

Engagés ou participants, les membres de ces partenariats entretiennent des relations diverses avec l'action collective, et les rapports sociaux qui en découlent sont divers. Sur le plan des échanges internationaux, les situations locales des uns et des autres leur permettent des expériences différentes : le fil conducteur Nord Sud prend son sens. La dimension de l'expérience est alors importante : modes de production et types d'agriculture différents, le positionnement professionnel ne peut être le même.

Sur le plan local, « *exposées à une telle dégradation de leurs conditions de vie, acculées par les circonstances, de telles couches sociales vivent très souvent une solidarité forcée, qui ne se transforme pas en valeur ou en norme de vie.* » [GAIGER, 2003]. Toute

⁴ CUMA : coopérative d'utilisation de matériel agricole

⁵ AMAP : association pour le maintien de l'agriculture paysanne. C'est un partenariat entre un producteur (généralement vivrier) et un groupe de consommateurs engagés.

forme d'action collective mobilise des acteurs occupant des positions sociales différentes [DUBET, 1994], ce qui implique des alliances, compromis et stratégies spécifiques. Ainsi, entre engagement, volontaire, mûri, affirmé et participation (volontaire ou de fait), les différences sont à prendre en compte. Entre intérêt collectif et intérêts particuliers, la différence est parfois mince (gain ou respect de droits, de terres...).

Dans ces nouvelles formes de solidarité (internationales et locales) l'économie solidaire occupe une place singulière. « *L'économie solidaire est moins une réaction à une crise du lien social que la recherche d'un niveau de vie digne pour les personnes affrontées à la question de pauvreté. Ce qui compte, c'est l'amélioration des conditions de vie matérielles de la population.* » [CARVALHO DA FRANCA, 2003]. Pourtant, les dynamiques participatives se multiplient pour prendre en charge collectivement des questions de développement local.

A travers les nouveaux réseaux, les territoires en construction, la volonté d'agir local, comment déterminer ces citoyennetés en construction ? Comment ces rapports socio-spatiaux et économiques définissent-ils de nouvelles citoyennetés ? Ne représente-t-elle que les droits civiques et politiques des citoyens ? La citoyenneté se définit-elle en fonction d'une identité territoriale, ou bien en fonction de valeurs, de normes, qui animent l'engagement ou la participation citoyenne ?

3. Dispositif de recherche

1. Champs théoriques mobilisés

Dans le cadre d'une perspective humaniste en géographie sociale, ce sont les actions et les valeurs des individus qui constituent le cœur de cette recherche, ainsi que leur façon de vivre et faire vivre le territoire.

C'est au travers d'une triple approche économique, sociale et politique du territoire que nous étudierons ces échanges et leurs retombées du point de vue de l'acteur. Ces approches sont combinées, mais insistent chacune sur un aspect particulier.

- Une approche économique à partir d'expériences d'économie solidaire : comment ces expériences, sous la forme d'associations ou de coopératives (commerce équitable, coopératives des « paysans sans terre », micro-crédit, AMAP ...etc.), modifient-elles les modes de production agricole, les échanges de savoirs, l'engagement citoyen ?

- Une approche patrimoniale pour mettre en relief les formes de construction territoriale et les ressources échangées, relevant d'une géographie économique et culturelle empruntée à Bernard PECQUEUR.

- Une approche par la citoyenneté pour mettre en relief les questions d'engagement, de participation et les ressources et territoires mobilisateurs, relevant d'une anthropologie référant à une théorie de l'action [NEVEU, 2003].

2. Perspectives de terrain

D'un point de vue méthodologique, la démarche compréhensive et constructiviste dans laquelle je me situe appelle plutôt une enquête de type qualitatif. Pourtant, les entretiens exploratoires indiquent certaines répétitions dans les faits, dans les parcours, et dans les valeurs. En ce qui concerne le terrain français, mais il devrait en être de même pour le terrain brésilien, une première enquête statistique, par questionnaire, devrait nous permettre de récolter rapidement certaines informations nécessaires. Dans un second temps, certains aspects (valeurs, idéologies, ressentis, discours sur le parcours...) seront approfondis par entretien.

Ainsi, mes travaux s'intéressent à deux terrains en relation : des agriculteurs de l'Ouest de la France et du Sud du Brésil (Santa Catarina et Rio Grande do Sul). La dizaine d'entretiens exploratoires réalisés en 2007 révèlent la nécessité d'approfondir les formes et retombées des échanges outre-atlantique ; la spécificité des échanges avec le Brésil est marquante : avec le Nicaragua, le Pérou, l'Inde ou l'Afrique de l'Ouest, les ressentis par les agriculteurs sont différents. De plus, dans des domaines comme l'économie solidaire, les cas respectifs de la France et du Brésil sont pertinents à prendre en considération.

Si dans les années 80, les premiers échanges ont eu lieu avec le Santa Catarina, les opérations de coopération décentralisée entre communes et municipales se font surtout de nos jours avec le Rio Grande do Sul. De plus, en comparaison avec d'autres formes d'échanges rencontrés dans le même temps ou auparavant dans Sud-ouest, ceux-ci se font de « paysan à paysan », et ce sont eux qui sont moteur. D'ailleurs, si une association locale de développement international et solidaire (ALDIS) a existé et a coordonné les actions et réflexions des Français, elle est aujourd'hui en sommeil alors qu'individuellement, les agriculteurs continuent de participer ou de créer des partenariats, soit à travers leur commune, soit à travers d'autres organisations. Ensuite, ces échanges semblent avoir donné lieu à de réelles transformations, soit des mentalités, soit des modes de production, fabrication,

consommation. Le travail de collecte et conservation des semences par la Commission Pastorale de la Terre, au Brésil, va déboucher sur de nouveaux échanges.

Concrètement, les prochains mois (octobre 2007- fin février 2008) vont servir à approfondir la connaissance du terrain, d'abord en vérifiant l'existence d'autres expériences de partenariat franco-brésilien, ensuite en menant les enquêtes nécessaires (questionnaires, entretiens) et en procédant à une première analyse des résultats.

Il s'agit de pouvoir débiter l'année universitaire à Porto Alegre, c'est-à-dire d'y être pour fin février. Une fois là-bas, il faudra à la fois prendre connaissance du terrain, s'impliquer dans les activités universitaires du réseau et de l'université. La méthodologie proposée suppose au moins deux enquêtes successives sur place, avec une phase de traitement des données entre les deux. Nous avons de plus un rapport semestriel ainsi qu'un rapport de fin de séjour à écrire pour le réseau, ce qui pour être intéressant, prendra un peu de temps. Ainsi, il s'agirait de passer globalement une année universitaire complète sur place, ce qui nous mènerait à fin décembre 2008, début janvier 2009.

Au retour, après un retour sur le terrain français, il s'agira de compiler toutes les informations collectées au Nord comme au sud, puis d'entamer la rédaction. Ce qui devrait nous mener en décembre 2009.

4. Bibliographie

- AZAM G., 2003, « Economie Sociale, tiers-secteur, économie solidaire, quelles frontières ? », *Revue Semestrielle du MAUSS*, La Découverte/ MAUSS, n°21, pp150-161.
- BAJOIT G, 1992, *Pour une sociologie relationnelle*, Paris, PUF
- BIZBERG I., MARQUES-PEREIRA B.(coord), 1996, *La citoyenneté sociale en Amérique Latine*, CELA-IS/L'Harmattan, Bruxelles, Paris, 279p.
- CARVALHO DA FRANCA G., « L'économie solidaire en France et au Brésil : regards croisés », *Revue Semestrielle du MAUSS*, La Découverte/ MAUSS, n°21, pp. 119-127.
- CASTELL M., 1998, *La société en réseaux, l'ère de l'information*, Paris, Fayard, 613p.
- DELEAGE E., 2004, *Paysans, de la parcelle à la planète. Socioanthropologie du réseau agriculture durable*, Syllepse, Paris, 245p.
- DEVLIEGHER M., 2005, *La naissance de la Confédération paysanne en Aveyron : conflits et reconstructions identitaires, vers l'élaboration d'un modèle paysan*, Université Toulouse 2 Le Mirail, mémoire de maîtrise sous la direction de Fabienne Cavaillé, 128p.
- DEVLIEGHER M., 2006, *Le ROPPA et les mouvements paysans internationaux ; l'agriculture familiale peut-elle nourrir l'Afrique de l'Ouest ?* UTM, Mémoire de Master 2 ESSOR, sous la direction de F. Cavaillé et A. Bonnassieux.
- DI MEO G., 2001(1998), *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan/VUEF, 317p.
- DUFUMIER M., 2004, *Agricultures et paysannerie des Tiers mondes*, Paris, Ed : Karthala, 598p.
- FOUGIER E, 2004, *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation*, Paris, Lignes de Repères.

GAIGER L. I., « L'économie Solidaire au Brésil », *Revue Semestrielle du MAUSS*, La Découverte/ MAUSS, n°21, pp. 80-96.

GENTIL D. et MERCOIRET M.R., 1991, « Y a-t-il un mouvement paysan en Afrique Noire ? », *Revue Tiers-Monde*, Paris, PUF, Tome XXXII, n°128, pp 867-887.

HAUBERT M., 1999, *L'avenir des paysans: les mutations des agricultures familiales dans les pays du sud*, Paris, PUF, 192p.

LAVILLE J.L., 2001, *L'économie solidaire, une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, 343p.

MARTIN J.Y., 2001, *Les sans-terres du Brésil ; géographie d'un mouvement socio-territorial*, Paris, L'Harmattan.

PECQUEUR B., 2004, « Vers une géographie économique et culturelle autour de la notion de territoire », *Revue Géographies et Culture*, L'Harmattan, juin 2004, n°49

SCHNAPPER D., 2004(2000), *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, Folio actuel, St-Amand, 320p.

SINGER P., 2000c, « Economia solidária: um modo de produção e distribuição ». In: SINGER, Paul & SOUZA, André R. de. *A economia solidária no Brasil: a autogestão como resposta ao desemprego*. São Paulo, Contexto.